

**Convention thématique européenne à Montpeyroux  
« Pour une égalité des chances entre les territoires »**

**Jeudi 9 avril 2009**

**Discours de clôture de François Bayrou :**

"Je voudrais traduire plusieurs sentiments. Le premier est un sentiment de fierté. J'ai la responsabilité de cette famille politique depuis longtemps ; Je l'ai, à plusieurs reprises, entraînée vers des changements profonds, vers des refondations. Cela n'a pas été facile tous les jours, mais je suis infiniment heureux et je suis certain de ne pas être le seul, de voir la jouvence, la nouvelle génération, les nouvelles expériences de ceux qui sont là et qui, étant là, apportent beaucoup d'eux-mêmes à une expérience politique unique.

Il ne s'agit pas seulement de prolongation, il s'agit de retrouver une inspiration, une vocation, dont la France, je suis certain, l'Europe, je crois, ont aujourd'hui le plus urgent besoin. Tout le monde l'a dit, Christian et d'autres. Les élus qui sont là présents l'ont chacun à leur manière traduit. Ceux qui n'ont pas parlé l'ont pensé, et vous me permettrez de saluer, au fond de la salle, modestement, l'ancien Président du Conseil général du Puy de Dôme que je suis très heureux de voir là.

Nous vivons un moment politique à nul autre pareil. Charles Péguy disait qu'en politique, il y avait des périodes et des époques. Des périodes, c'est quand le temps passe et que les choses ne changent pas vraiment et, des époques, c'est quand, tout d'un coup, tout bascule.

Nous vivons une époque à nulle autre pareille, car, tout d'un coup, se trouve posées devant nous des questions qu'au fond, tout le monde estimait résolues depuis longtemps, des questions de modèle de société, des questions d'horizon d'Histoire. Tout le monde pensait qu'elles étaient résolues depuis longtemps.

Vous vous souvenez qu'il y a eu de grandes thèses d'historiens, de philosophes qui avaient même dit : « Nous sommes à la fin de l'histoire, car désormais le modèle libéral, c'est réglé, avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique »

Nous venons de voir la deuxième chute du mur de Berlin, de l'autre mur de Berlin, et les deux modèles qui avaient dominé le XXème siècle se sont effondrés tous les deux ; et c'est assez troublant pour qui regarde les signes, les siècles toujours basculent aux alentours, non pas de l'année un ou zéro du siècle, mais aux alentours de l'année 10, 12, 13, 14 du siècle.

Nous sommes au basculement d'un siècle. Ce n'est pas un hasard si nous avons voulu consacrer notre première journée de réflexion à ce problème de territoires et d'équilibres. Ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas -seulement- car on a dit qu'on allait commencer dans la région Centre, la grande région du centre de la France, qui connaît les problèmes de la ruralité.

Ce n'est pas du tout cela, c'est car nous considérons qu'il y a là, dans cette question, la question même du modèle de société que nous avons à suivre -et je dis cela devant le Président des maires ruraux de France- la question même des valeurs que nous avons à défendre, la question même de notre vocation de pays.

Elle se traduira sous d'autres manières, naturellement, pour ce qui est de l'école, mais elle est la même pour ce qui est de la santé. C'est la question du monde que nous construisons.

C'était, tout à l'heure, tout à fait intéressant de dire : dans vingt ans, quel pays ? Cette question, posée en ce moment, est devant nous pour les élections européennes et je vais essayer d'y répondre. J'indique tout d'abord qu'il s'agit d'une élection à trois enjeux, qu'il faut mettre devant nous.

Premièrement, le plus évident, c'est d'élire de bons députés européens. C'est évidemment quelque chose à quoi on ne pense jamais, les autres partis ayant décidé de faire des élections des députés européens le lot de consolation d'une carrière politiquement interrompue, comme on le voit en regardant les listes d'un certain nombre d'autres partis politiques, ou une affaire de courants politiques qui essaient de se distribuer entre eux des hochets. Nous, nous avons choisi des candidatures qui seront, premièrement, des députés européens à 100 pour cent, totalement engagés, deuxièmement, des personnes qui compteront et qui auront du poids au sein du Parlement européen, des femmes et des hommes qui ont tous un lien fort avec le territoire, les territoires larges qu'ils représenteront. Nous avons choisi d'élire de bons députés européens, pour que notre voix soit entendue au sein du Parlement européen qui est l'instance démocratique de l'Europe.

Deuxièmement, il y a un enjeu national dans cette élection. Il y a eu d'autres élections européennes où nous plaidions, moi-même, Marielle de Sarnez et Jean-Marie Beaupuy, que les élections européennes étaient des élections européennes et qu'il fallait les vivre comme une réflexion et des choix, des décisions sur le projet européen qui était le nôtre. Cette fois-ci, en raison du caractère particulier, lourd, selon moi inquiétant, d'un certain nombre de choses qui se passent en France et que j'aurai l'honneur d'expliquer ou d'essayer d'expliquer dans un livre qui sort dans quelques jours, il y a un enjeu national, très sensible pour beaucoup de Français. Il s'agit de se saisir du bulletin de vote pour envoyer un message au pouvoir et pour que les citoyens français puissent exprimer, premièrement, leur certitude que les promesses qu'on leur avait faites ne sont pas au rendez-vous, deuxièmement, qu'un certain nombre de dérives sont en cours. J'ai été sensible au discours de notre ami universitaire qui était présent. On comprend pour quelles raisons. Il y a donc cet enjeu-là, un message à adresser au pouvoir.

Troisièmement, et c'est ici que nous revenons en plein dans le sujet, il y a un projet pour l'Europe : quelle est notre vision du projet de l'Europe ? En effet, les députés que nous allons envoyer au Parlement européen ne seront pas spectateurs de l'Europe en train de se faire, mais acteurs de l'Europe que nous voulons. Ils ne sont pas là pour défendre des décisions ou corriger, à la marge, des décisions prises par la Commission, par les gouvernements, par les puissants, par les initiés, par les experts. Ils sont là pour défendre quelques causes, pour peser sur les choses... et de ce point de vue permettez-moi une remarque pour vous mettre en garde -et au travers de vous les Français qui nous écoutent- sur le fait que l'on met en scène, en France, une opposition spectaculaire qui ne convainc plus personne, entre l'UMP et le PS, mais à Strasbourg, la plupart du temps, ils votent ensemble pour soutenir les mêmes politiques et projets.

Il y a cinq ans, nous avons, nous, présenté la candidature de Bronislaw Geremek à la présidence du Parlement européen. Cela aurait été un signe formidable pour le premier Parlement de l'Europe réunie d'avoir un de ceux qui ont fait la liberté de l'Europe et la chute du mur de Berlin, un des plus grands intellectuels et des plus brillants. Il parlait toutes les langues de l'Europe. Nous avons réuni plus de 200 voix de parlementaires pour voter pour Bronislaw Geremek.

Qui a voté contre ? L'UMP et le PS européens, le PPE et le PSE ensemble ont voté contre, pour faire élire d'obscurs apparatchiks, disons les choses comme elles sont, qui ont été des présidents ordinaires, pour ne pas dire médiocres du Parlement européen. Il y a un immense enjeu à forcer ces portes. Les députés que nous envoyons au Parlement européen sont là pour forcer ces portes. Tels sont les enjeux.

Quel projet ? Que se passe-t-il et pourquoi avons-nous posé cette question de l'équilibre des territoires ? Nous avons voulu poser cette question, car dans notre histoire de Français et d'Européens, je n'oublie pas que je ne suis finalement pas loin d'être le successeur, dans la même famille politique, de Robert Schuman, et que nous sommes de la famille politique de Robert Schuman et de Jean Monnet. C'est notre réalité et je ne l'oublie pas, nous sommes, dans le pays où l'Europe a été inventée, les successeurs des inventeurs de l'idéal européen, de l'espoir européen et du projet européen.

Nous avons, dans cette histoire, une question. Et cette question est : sommes-nous là pour renoncer en face des puissances politiques économiques, de tous ceux qui veulent nous imposer un modèle de société ? ; ou sommes-nous là, au contraire, pour résister et proposer, contre ces forces, un modèle de société ayant des valeurs, une architecture, une volonté, qui sait ce qu'il veut et qui considère que la politique est faite pour faire entrer dans la réalité, pas des rêves, mais des idéaux ? Cette question est aujourd'hui centrale. Je considère que le modèle de société qui est le nôtre est... on a dit « humaniste » et je revendique le mot. Pour moi, ce n'est pas un mot mou, mais un mot dur. Cela veut dire quelque chose de tout à fait essentiel. Ce modèle de société qu'en France, on appelle républicain, que les Allemands à leur manière, appelaient économie sociale de marché, un modèle... « rhénan » disaient certains, un modèle qui fait que dans la vie, il n'y a pas que des rapports de force, il y a également des modèles de solidarité.

Ce modèle est menacé et aujourd'hui il faut le défendre. Cette question commence naturellement par les territoires. Vous vous trouvez devant un monde dans lequel les forts deviennent tous les jours plus forts et les fragiles tous les jours plus fragiles. Or, vous sentez bien qu'un certain nombre de choix qui sont faits, qui ont été faits, sont, au fond, pour que l'on favorise les forts et que l'on fasse oublier aux fragiles les déséquilibres dont ils souffrent. On fait un peu d'anesthésie. On saupoudre des anesthésiques pour qu'ils ne protestent pas trop, lorsque, au fond, leur place s'amointrit dans cette histoire.

Tout ceci est contenu dans les questions posées et tout ceci est devant nous.

Il est vrai qu'un certain nombre de forces auxquelles nous avons toujours été opposés -en tout cas, nous, nous nous y sommes toujours opposés- ont voulu que le modèle qui gouverne l'Europe soit celui du marché. Le modèle du marché est très simple : au plus fort la guirlande ! -je parle en français ordinaire. Je considère, moi, qu'il y a place, pour le marché, en économie, pour la liberté d'entreprendre, pour le respect de l'entreprise, pour la lutte contre les concentrations excessives, pour la lutte contre les trusts, avec des législations permettant aux personnes de jouer toute leur place.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce qui se passe en France de ce point de vue en ce moment. C'est peut-être une question que l'on reprendra. Il y a place pour le marché. Il y a également place pour la démocratie, ce qui consiste à dire que nous avons des valeurs, sur un certain nombre de sujets, plus importantes que les valeurs du marché. Tout ne se résout pas à la concurrence « forts contre faibles ». Par exemple, excusez-moi de le dire, l'éducation et la santé ne sont pas des domaines dans lesquels la concurrence doit passer en premier. Je reprends la réflexion qui a été la vôtre, monsieur l'universitaire : pourquoi y a-t-il ces crispations perpétuelles à l'intérieur de l'université française ? Qu'est-ce que l'on n'a pas compris dans cette grande histoire ?

On n'a pas compris qu'il y a deux modèles universitaires : il y a le modèle anglo-saxon où les universités sont en concurrence entre elles. Chacune a ses financements qu'elle va chercher avec des

contrats avec les entreprises, chacune recrute les professeurs qu'elle veut et délivre ses diplômes, ce qui fait qu'il n'y a pas d'égalité entre les diplômés. Chez nous, en France -peut-être n'aurait-il pas dû faire cela, mais cela existe depuis Napoléon, ce n'est pas tout à fait hier- nous avons construit une université en considérant que nous avions le droit, le devoir si vous êtes l'État, le droit si vous êtes citoyen, d'avoir à Clermont-Ferrand, à Pau, à Limoges, à Strasbourg, à Rennes des diplômes qui soient identiquement exigeants, pour être opposables à des conventions collectives, par exemple. Cela, c'est le modèle français. Cela signifie que vous pourrez aller faire des études à l'université à côté de chez vous, même si votre famille n'a pas d'argent.

Quel est le modèle de l'université concurrentielle ? Celui de la concurrence entre universités : je recrute les meilleurs étudiants possibles, je fixe les droits d'inscription, pour que mon budget soit le plus haut possible, pour attirer les professeurs les plus brillants possible et les payer le plus cher possible ! De ce fait, les droits d'inscription les plus bas dans l'université américaine s'élèvent à 5 000 \$ par an et ceux des universités de bon niveau à 25 000 \$ par an. Il y a beaucoup plus... Christian Stoffaës, vous qui êtes l'un des plus brillants étudiants que la France ait eu la chance de nourrir en son sein, au sein d'une école prestigieuse, vous pouvez confirmer qu'ils peuvent s'élever à 25 000 ou 40 000 \$.

On nous dit qu'il y a des bourses pour les plus brillants étudiants. Certes, mais les fils de familles favorisées, eux, peuvent faire des études, même s'ils ne sont pas les plus brillants. Or, je connais de nombreux enfants qui ne sont pas brillants au début et qui se révèlent brillants par la suite. Tout le monde n'est pas Christian Stoffaës !... Je dis souvent que les enfants, ce n'est pas comme des poireaux, cela ne grandit pas toujours à la même vitesse ! Il y a des bourses, disent les uns, des prêts, disent les autres. Oui, mais cela signifie que, si vous venez au monde dans une famille qui a moins de moyens que les autres, vous commencez votre vie professionnelle avec, dans le dos, un sac plombé de 50 kg, alors que les enfants de familles aisées n'ont pas cette charge. Excusez-moi de le dire, car plus personne ne dit cela aujourd'hui, mais je suis très heureux de vivre dans un pays où l'université, la plus brillante des universités, est financièrement accessible aux enfants de tous les milieux sociaux, quels qu'ils soient.

Cela ne veut pas dire que tout fonctionne bien. Je sais très bien que l'école doit être corrigée, s'agissant d'un certain nombre de ses insuffisances, mais elle doit être corrigée, pas abandonnée. Il s'agit de corriger et de pousser le modèle vers le haut, pas de l'abandonner. Concernant cette question sur l'école, qui est la même pour la santé, et personne ne l'a formulée avec suffisamment de force pour que cela devienne une affirmation politique, je le dis devant vous, nous considérons qu'il y a des domaines dans la vie de la société où la question n'est pas la concurrence, mais l'exigence. C'est une question démocratique. Ce n'est pas le marché qui la gouvernera. C'est le choix politique des citoyens qui la gouverne.

On fixe des objectifs et on évalue, on regarde s'ils sont atteints ou pas. On corrige pour qu'ils le soient. Ce n'est pas simplement de la bureaucratie et laisser le modèle tel qu'il est. On a amélioré le modèle, mais on ne l'a pas abandonné pour en prendre un autre ne convenant pas à notre histoire. Cette question est également une question européenne. C'est un crime contre l'idéal européen que d'avoir laissé cet idéal se résumer à la notion de marché.

Il a été question de l'agriculture. Excusez-moi de le dire, je considère que nous avons, comme responsables démocratiques d'un grand pays, à répondre, en matière agricole, à des questions qui ne sont pas seulement des questions de production, pas seulement des questions de consommation et de marché. J'en cite une. Nous avons à répondre à la question suivante : y aura-t-il encore un tissu agricole dans vingt ans ou pas ? Ce n'est pas une question seconde...

On peut avoir la même production en tonnes de maïs ou en tonnes de lait dans vingt ans, avec un modèle qui fasse qu'il n'y ait plus d'agriculture, ou un modèle faisant qu'il y ait encore un modèle agricole avec des exploitations agricoles. Lorsque vous êtes un responsable politique, la question ne réside pas seulement dans le nombre de tonnes de maïs ou de lait, mais dans le fait de savoir si on sauvegarde le tissu agricole ou si, comme en Angleterre, il n'y a plus de tissu agricole, mais des entreprises industrielles dont l'objet est l'agriculture. On parlait des vétérinaires... En Angleterre, l'exploitation agricole moyenne, pour produire du lait, a 500 vaches avec trois personnes. Cela veut dire une chose toute simple : il n'y a plus d'agriculture et d'agriculteurs. Il y a une industrie dont l'objet est la production, mais plus d'agriculteurs. Il n'y a plus ces paysages que l'on voit par la fenêtre, plus la culture agricole, plus les références qui sont les nôtres. Nous avons, entre les mains, pas seulement une question économique, mais de société et, pour tout dire, de civilisation !

Il est temps que ces questions reviennent dans le débat et nous considérons qu'en particulier, la question des services publics est centrale dans ce devoir qui est le nôtre de rendre à l'Europe, pas seulement des objectifs économiques ou de marché, mais un modèle de société qu'elle doit défendre, y compris contre un certain nombre de forces qui lui sont extérieures. Ceci est la question même de ce que nous avons à traiter. Je considère qu'aujourd'hui, en France, ce sujet est en question. Je pense que le Gouvernement n'a pas à l'esprit les mêmes valeurs que nous essayons de défendre et de porter et qu'il est temps de le lui rappeler par un bulletin de vote qui signifiera :

Premièrement, on va choisir de bons députés européens, la garantie d'avoir de très bons députés européens, influents, reconnus et qui joueront, par un engagement à 100 pour cent, un rôle clé au sein du Parlement européen. Deuxièmement, on enverra un message direct au pouvoir : il y a des valeurs qui ne sont plus respectées et dont nous exigeons qu'elles le soient. Troisièmement, on veut un projet de société qui fasse que nous retrouvions les aspirations, les idéaux, la volonté, et qui sont nous le croyons ceux de la France et ceux de l'Europe, qui ont été ceux de l'Europe pendant des décennies, qui sont aujourd'hui abandonnés et qu'il est temps de défendre à nouveau, car c'est la seule réponse possible au désarroi du monde.

Je suis absolument certain que la crise que nous vivons est un tremblement de terre avec des répliques qui font que le monde entier va se trouver profondément déséquilibré. L'idée que, sur le très long terme, l'ensemble de l'activité américaine va être alimentée par le crédit chinois est intéressante, mais je ne la crois pas durable, ni stable.

Je pense que cela va, par exemple, poser des questions sur les équilibres monétaires et qu'inéluctablement nous devront changer de modèle. Je ne crois pas une seconde que la société d'inégalités, d'inégalités croissantes qui a été celle qui a dominé la globalisation depuis vingt ans et que l'on voulait et voudrait nous imposer en France, puisse persister sans créer des problèmes lourds. Et la montée des tensions, y compris dans notre pays, devant tant d'inégalités, de plus en plus apparentes et choquantes : les uns, les classes défavorisées et moyennes, ayant leur niveau de vie qui baisse ; et au sommet de la pyramide, une pointe extrême qui a toujours plus de privilèges et qui ne se sent pas comptable de l'évolution de la société dans laquelle elle vit, au point d'être dispensée des efforts fiscaux et sociaux que l'on demande aux autres !

Il s'agit là de la signification précise du bouclier fiscal et je voudrais que l'on y réfléchisse un instant. Cela veut dire : je répartirai les charges de la solidarité sur tout le monde, sauf sur les plus riches. Je suis idiot -je viens des Pyrénées...- je vous garantis que cela ne peut pas aller, cela ne peut pas durer. C'est objet de scandale. Ce n'est pas viable. Cela ne peut pas continuer ainsi. Nous

avons en charge de rétablir une certaine idée de justice, une certaine idée d'équilibre, une certaine idée de respect, qui fasse que dans une société normale, ceux qui peuvent peu participent peu, ceux qui peuvent moyennement participent moyennement, et ceux qui peuvent beaucoup participent un peu plus. Cela, c'est une société normale. En revanche, arriver à bâtir un système dans lequel tout le monde participe, sauf ceux qui peuvent le plus, est une chose absolument impensable, à mes yeux ! Ne serait-ce que symboliquement, et le symbole est très important en politique. Il faut au moins que l'on sache que tout le monde prend sa part de l'effort commun et tout le monde prend sa part à proportion de ses facultés, à proportion de ce qu'il peut faire. Tout ceci est une grande question. Comme vous le sentez bien, toutes ces questions sont en gestation dans ce que nous sommes en train de vivre. Elles sont dans l'esprit de nos concitoyens, même s'ils n'arrivent pas à les formuler. Nous sommes là pour les aider à les formuler et, si possible, pour leur apporter une réponse positive, sereine et constructive.

J'ai été, tout l'après-midi, marqué par la remarquable qualité des interventions de la tribune et de la salle. Je suis frappé par la disponibilité de femmes et hommes, nombreux, en France pour bâtir ce modèle dont nous avons besoin, et qui leur permettra d'échapper à cette malédiction dans laquelle ils ont, d'un côté, un projet de société dont ils voient bien qu'il n'est pas le leur et, de l'autre, je pense au PS en particulier, des appareils vendant des recettes ayant échoué au XXème siècle et qui ne réussiront pas plus au XXIème.

Nous avons la possibilité d'offrir aux Français un autre chemin et une autre voie, et c'est cette autre voie qui va, je l'espère, les convaincre et qui, grâce à vous, l'emportera.

Merci beaucoup."